



LA FLAMME



Bulletin de liaison du FRONT NATIONAL Gardois

Directeur de la publication : Lucien RUTY – Imprimerie spéciale du Front National – CPPAP n° en instance

FRONT NATIONAL – 16d, Rue Bigot – 30900 NIMES – Tél : 04.66.36.96.80

Groupe FN au Conseil Régional : Tél : 04.67.22.93.27

PRIX : 0,75 euros – N°19 – OCTOBRE 2004

EDITORIAL DU SECRETAIRE DEPARTEMENTAL

Nous venons de vivre au sein du Front National quelques turbulences qui ont rappelé à nombre d'entre nous les mauvais souvenirs de la scission de 1998.

Toujours avides d'exploiter ce qui peut être dommageable pour notre Mouvement, les médias ont nourri et entretenu nos légitimes appréhensions.

Aujourd'hui nous avons tout lieu de penser que les mauvais jours sont derrière nous. Ceux parmi nos cadres qui ont pris publiquement des positions susceptibles de nuire à notre unité ont été entendus par les instances supérieures du Front National devant lesquelles ils ont eu tout loisir de s'expliquer. Conformément à nos statuts, leur cas a été discuté en toute liberté par les membres du Bureau Exécutif qui ont prononcé des suspensions temporaires.

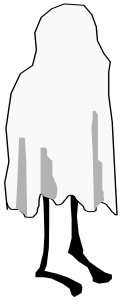
La sanction était difficilement évitable, sauf à entériner des entorses à notre intangible principe de discipline interne, d'autant plus nécessaire que, baignant dans un climat d'hostilité permanente, le Front National ne peut s'offrir ni le luxe d'entretenir des courants ni celui de cultiver des sensibilités.

Mais, appliquées à des cadres de grande valeur dont le dévouement à notre cause n'a jamais fait défaut, les suspensions prononcées ont été limitées dans le temps.

Nous devons nous en réjouir et louer la sagesse des hauts responsables de notre Mouvement et, tout particulièrement, celle de Jean-Marie Le Pen auquel, au Congrès de Nice, nous avons - à l'unanimité - confié la mission de continuer à nous conduire comme étant le plus puissant élément fédérateur du Front National.

Cadres ou simples militants et au-delà de nos inclinations ou préférences, il nous appartient à présent, au sein de nos Fédérations, de redoubler d'efforts pour nous rassembler et, même obscurément, même modestement, mais en privilégiant toujours l'intérêt supérieur du Front National sur les intérêts particuliers, garder en mémoire qu'en nous dévouant pour le Front, c'est la Patrie que nous servons.

Lucien RUTY



CHIRAC-BOUTEFLIKA : NOUS AVONS EVITE LE PIRE !

Personne ne s'y entend mieux que Chirac pour humilier la France. En acteur consommé de l'auto-flagellation, champion de la souplesse d'échine et de la genuflexion devant tout ce qui bouge, il s'est livré en quelques années à un nombre remarquable d'actions qu'il pensait sans doute de haute politique mais qui étaient en fait propres à mettre le rouge de la honte au front des patriotes.

Toujours au nom de la France et en vrac :

- **Chirac a demandé pardon aux Juifs** pour les déportations dont ils furent victimes pendant la seconde guerre mondiale (apparemment, les déportations de non-Juifs ne méritaient pas autant de compassion de sa part)... même un Mitterrand avait toujours refusé.
- **Chirac a demandé pardon aux Espagnols** pour la répression du soulèvement madrilène par les soldats de la Grande Armée, le 2 Mai 1808 (quand on sait que sa culture est plutôt orientée vers le sumo japonais et la bière mexicaine et qu'il n'est pas homme à aller admirer les tableaux de Goya aux cimaises du Prado, on se demande comment il a appris cet événement qui, pour le peuple espagnol, n'est rien à côté du siège de Saragosse, du sac de Cordoue et, plus généralement, des cinq ans de guerre sanglante menée par nos Grognaards dans la Péninsule)
- oubliant ou feignant d'ignorer que pendant la Guerre d'Algérie **l'infâme Bouteflika** avait lâché prioritairement les égorgeurs du FLN contre les Anciens Combattants musulmans, il a eu **l'indécence de l'exhiber, coiffé d'un casque de Poilu**, en train de verser des larmes de crocodile sur les tombes de ses coreligionnaires tombés à Verdun.
- oubliant ou feignant d'oublier que les Algériens ont été Français jusqu'en Juillet 1962 et que, jusqu'au bout, il y a eu dans l'Armée française beaucoup plus de combattants de souche algérienne qu'il y en eut jamais dans les rangs fellaghas, Chirac a écouté sans broncher **son ami Bouteflika traiter les Harkis de « collabos »... chez nous, à Paris, en France !**
- **Chirac, que la rue algéroise a acclamé aux cris de « Tonton visa »**, n'a jamais songé à exiger que, en contrepartie des autorisations de séjour généreusement accordées aux Algériens, soit levée l'interdiction faite aux anciens Harkis de se rendre en Algérie comme n'importe quel autre citoyen français... un Préfet du Jura, par exemple.
- Enfin, dérision suprême, c'est sur le porte-avions Charles De Gaulle, navire éponyme du bradeur de l'Algérie française, que Chirac vient de recevoir en grand arroi son frère Bouteflika pour commémorer avec lui le 60ème anniversaire du débarquement de l'Armée d'Afrique sous les drapeaux de laquelle les troupes algériennes versèrent généreusement leur sang français pour la libération de la France.

Et pourtant, je le répète, nous avons évité le pire !

En effet, dès que j'ai appris la venue du boucher FLN à bord du fleuron de ce qui reste de la Marine Nationale, j'ai été pris d'une affreuse angoisse : et si Chirac allait saisir cette occasion pour demander pardon à l'Algérie pour toutes les misères que la France lui a fait subir ? J'allais jusqu'à imaginer notre Président en chemise et corde au cou, traversant à genoux le pont d'envol du « Charles De Gaulle », pour aller mettre ses mains jointes dans celles teintées de sang français d'un Bouteflika déguisé en empereur romain.

Ouf ! Cela n'a pas été le cas. A mon avis Chirac n'y a pas pensé. Ou alors, Bouteflika a oublié de l'exiger !

POUR LA TURQUIE DANS L'EUROPE : CHIRAC ET BUSH, MÊME COMBAT !

L'obstination de Chirac à vouloir accueillir la Turquie dans l'Europe n'a d'égale que la virulente ingérence de Georges Bush formant le même souhait. On se demande si la clef de cet acharnement ne doit pas être recherchée dans le crâne d'œuf d'Ariel Sharron.

En effet, si la Turquie, Etat asiatique, est admise dans l'Europe, on voit mal quels arguments on pourrait opposer aux partisans de l'admission d'autres Etats asiatiques : Israël, par exemple.



□□□ DE NOS ÉLUS A LA RÉGION □□□

Evelyne RUTY a réagi à deux initiatives que l'on pourrait assimiler à une main tendue vers le FN de la part de plusieurs parlementaires UMP.

La première émane de deux députés des Pyrénées Orientales qui, après avoir exposé que la décentralisation serait accompagnée des transferts de crédits correspondants, ont invité les Conseillers de l'opposition à refuser une augmentation « socialo-communiste » de la fiscalité. Evelyne Ruty leur a rappelé que c'est grâce au seul FN que les impôts n'avaient pas été augmentés pendant la dernière mandature. Elle s'est aussi déclarée moins optimiste qu'eux quant à la sincérité des promesses gouvernementales en matière de transfert de crédits.



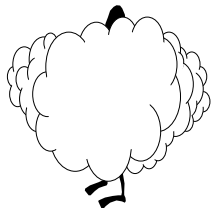
La seconde vient de 8 députés et de 2 sénateurs qui proposent à nos Conseillers de s'associer à la pétition qu'ils adressent à Jacques Chirac pour refuser l'entrée de la Turquie dans l'Europe et pour rejeter le projet actuel de constitution européenne bientôt promis à référendum. Evelyne Ruty leur a répondu que JMLP avait été le premier - et cela de longue date - à réclamer un référendum sur ces sujets et que cette antériorité la dispensait de se joindre à une démarche extérieure au FN.

Dans ses deux réponses, elle s'est félicitée de voir que certains à l'UMP n'hésitaient plus à s'adresser à un FN pourtant encore récemment diabolisé par le maire de Nîmes !.

Hélène ZOUROUDIS a effectué trois interventions en séance plénière du 28 Juillet.

Deux portaient sur le montant réel des recrutements dans le cadre de l'opération « livres gratuits » ainsi que sur le coût de l'achat des manuels scolaires et des premiers équipements mis à la disposition des lycéens. Elle a pointé les imprécisions et le flou de certaines dépenses. Les questions étaient peut-être gênantes mais elles n'ont pas ému la présidence.

La 3ème, en revanche, concernait les nombreux locaux dépendant de la Région et dispersés dans Montpellier, dont il n'existe pas d'état des lieux et dont on ne connaît pas l'affectation. Cette pléthore de bureaux laisse craindre un surcroît de personnel à héberger et n'empêche pas la Région de louer 350 m2 de locaux à France-Télécom-Cable alors que restent vacants 1604 m2 au domaine de Méric. Embarras ou refus de devoir se justifier, la présidence a commencé par ne pas voir la main levée d'Hélène Zouroudis, puis, devant ses protestations lui a autorisé une explication de vote aussitôt interrompue par coupure de micro.



D'où le refus du Groupe FN de voter ces trois propositions socialo-communistes !

François BONNIEUX n'est pas seulement Conseiller Régional, il est également élu d'opposition à la mairie de Villeneuve-les-Avignon. A ce titre, il a très mal pris l'annulation pure et simple de trois subventions qui avaient été votées au profit de sa ville par la précédente mandature régionale. D'un simple trait de plume, M. Frêche supprime l'aide de la Région à deux importantes manifestations auxquelles les Villeneuvois sont très attachés : « Le Printemps gourmand » « et « Villeneuve en fête ». Il contrarie également la réalisation de l'opération « Cœur de pays » destinée à

redynamiser le centre ancien, principal atout touristique de la ville.

Craignant que, même si ces restrictions de crédits n'entraînent pas l'abandon des projets, leur maintien se traduise par une augmentation compensatrice de la fiscalité locale, François Bonnieux fourbit ses armes et compte bien interpellier le Président de la Région dans l'espoir de le faire revenir sur ses dommageables ukases.





ECHOS GARDOIS

Chassez le naturel....

Récemment s'est tenue au Conseil Général une réunion d'information sur la politique culturelle de la Région L/R. Interpellé par des responsables d'associations particulièrement remontés sur le sujet brûlant des suppressions de subventions, le député communiste qui présidait a habilement tiré son épingle du jeu en tenant des propos rassurants. Présent dans l'auditoire, je n'ai pas pu m'empêcher d'approuver bruyamment quand il a déclaré : « Je suis un élu du Peuple Souverain ». En effet, quel progrès chez les communistes qui ont de tout temps adhéré à une idéologie appuyée sur le système du parti unique et qui, aujourd'hui encore, soutiennent les régimes qui en perpétuent la pratique (Chine, Cuba, Viet-Nam...).

M'entendant déclarer à haute voix : « Ça fait plaisir à entendre ! », il a répliqué, l'air mauvais : « Ne m'obligez pas à vous dire des choses désagréables ! ». La Souveraineté du peuple serait-elle moins souveraine quand elle élit des patriotes du FN ?

Bagnols : « Tête haute et mains propres »

Jean-Pierre Navarro et Madeleine Clap, nos deux Conseillers municipaux de Bagnols, sont durablement installés dans la position de poil à gratter du maire UMP dont ils hantent sans doute les cauchemars. Qu'on en juge : particulièrement vigilants sur les problèmes d'insécurité, ils osent suggérer un lien entre le taux de celle-ci et la présence d'environ 30% de citoyens venus d'ailleurs avec, dans leurs bagages, des mœurs et des notions du respect des lois différents des nôtres. De même, ils sont en pointe dans la dénonciation de certaines irrégularités dans ce qui concerne la gestion du domaine immobilier municipal comme la vente de l'hôtel de Tessan et d'autres affaires pas très claires qui ont entraîné la démission de l'adjoint aux finances.

Fauchages d'OGM :

Un hebdomadaire nîmois défendait récemment le principe de la désobéissance civique quand la loi était réputée injuste ou inadaptée par certains de ces esprits forts comme seule la gauche sait en pondre. Suivez mon regard, cette très gauchisante feuille de chou bo-bo ne se remet pas des entraves mises par les gendarmes au fauchage des cultures d'OGM par la bande à Bové. Au lieu de suggérer à son héros d'aller plutôt faucher les plantations de cannabis, le rédacteur explique doctement que ce n'est pas parce qu'une loi est votée démocratiquement qu'elle emporte l'adhésion du bon peuple. On peut donc s'attendre à ce qu'il réclame le rétablissement de la peine de mort dont on sait qu'elle a été votée par le Parlement alors que, à 69%, les sondages démontraient que les citoyens voulaient son maintien.

Pour ceux qui penseraient que parce qu'on est Vert et partisan du mariage homosexuel on est forcément compétent dans tous les domaines et moralement autorisé à enfreindre la loi, je citerai avec plaisir cette anecdote racontée par Claude Allègre. Un producteur de laitues « bio » lui expliquant qu'il avait ravagé un champ de maïs OGM voisin de ses salades pour protéger celles-ci de la contamination, il rétorqua : « Je vais tuer votre berger allemand pour ne pas qu'il engrosse ma chatte siamoise ».

Conférence A.G.R.I.F. :

Bernard Antony présidera un déjeuner-débat sur le thème « La France face à sa décadence et au défi islamique - Les victoires de l'AGRIF », au restaurant « La Picholine », à L'ETAP-Hôtel de Marguerittes, face au péage autoroutier de Nîmes-Est, le

27 Novembre 2004, à 12h00

Inscriptions avant le 15 Novembre accompagnées d'un chèque de 20 euros par repas, à adresser à M. Michel Baptiste, 695 Chemin Haut de Roulan, 30000 Nîmes. Pour plus amples informations : 04.66.21.33.43 ou 06.88.14.45.91

L' « HUMA » : une centenaire qui se porte bien... à nos frais

A l'occasion de leurs **RRR** (Rouge-Rouge-Rouge) - en quelque sorte, nos BBR - les communistes viennent de fêter le centenaire de leur « Pravda »...

Fondée en 1904 par Jean Jaurès, « L'Humanité » vira au rouge vif lors de la scission entre socialistes et communistes. Depuis, ce journal, souvent simple démarquage de « La Pravda » ou des « Izvestia », a connu des fortunes diverses mais a toujours réussi à rester en surface jusqu'à la chute de l'URSS qui entraîna ipso facto la suppression des subventions généreusement versées par les camarades moscoviens, véritables rédacteurs en chef de ce quotidien si peu français qu'on n'aurait pas été surpris de le voir édité en cyrillique.

Son approbation du pacte germano-soviétique et ses appels à la désobéissance civique pendant qu'Hitler fourbissait ses armes lui valurent d'être interdite de parution. Ce fut néanmoins le seul journal - édité clandestinement - qui parut le jour de l'entrée dans Paris de soldats allemands présentés comme de braves bougres de prolos en uniforme. L'invasion de l'URSS par la Wehrmacht en Juin 1941 libéra heureusement nombre de consciences patriotes et, jusqu'à la fin de la guerre, « L'Huma » fit partie de cette presse résistante dont les journalistes payèrent un si lourd tribut à l'ennemi.

Hélas ! Après la Libération, le mentor bolchevique reprit la main et, dans le droit fil du service des intérêts de l'URSS, « L'Huma » se distingua dans l'anti-France, que ce soit en Indochine ou, plus tard, en Algérie ... sur le plan politique comme sur le plan économique. L'inféodation au PC soviétique ne se traduisait pas que par la défense d'une politique étrangère à celle de la France, elle se distinguait aussi par une servile courtoisie à l'endroit de Staline baptisé « le pic neigeux du Caucase », « le phare génial de l'Humanité », « le petit père des peuples »... qui se prolongea jusqu'aux derniers aparatchiks du système.

Le lectorat du journal chutant régulièrement au rythme de la diminution des effectifs du PC, on aurait pu croire que, sevré de roubles, il allait mettre un jour la clef sous le paillason. C'était compter sans le penchant compassionnel de nos élites : en 2003, Raffarin accorda 2,3 millions d'argent public pour lui garder la tête hors de l'eau ; le groupe Lagardère, TF 1 et la Caisse d'Epargne n'hésitèrent pas à injecter des capitaux que, l'argent n'ayant pas d'odeur, les communistes omirent de refuser. Aujourd'hui, l'alerte centenaire fête sa longue survie en annonçant un simple déficit de 1,7 millions d'euros... **A votre bon cœur, contribuables !**

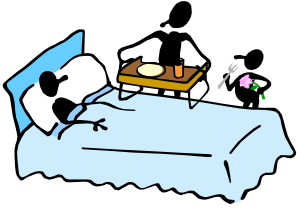
DU CANNABIS DANS NOS CAMPAGNES

J'ai ramené de mes vacances jurassiennes comme un arrière-goût d'époque révolue. D'une époque où, dans ces minuscules villages partagés entre pâturages et forêts de sapins, on trouvait encore un peu de l'ancien esprit d'une France rurale dont j'aimais à dire que, dans les Monts Jura, elle entretenait encore des valeurs qui faisaient de la rude paysannerie comtoise l'un des derniers conservatoires des vertus nationales.

Et puis, voilà que, dans un de ces villages, on a découvert une plantation de cannabis. Le producteur de ce poison est un couple enseignant dans le lycée de la seule grosse bourgade du secteur, à une vingtaine de km de là. Chacun pensait que le couple avait choisi ce village isolé pour y jouir de sa sérénité et cela flattait beaucoup les paysans. Il y avait bien ces nombreux visiteurs et ces jeunes gens que l'on ne connaissait pas dans le canton mais leurs allées et venues n'incommodaient que quelques pisse-froids. Jusqu'au jour où des adolescents des villages voisins commencèrent à hanter les lieux. Le maire fut pris d'un doute, découvrit le pot-aux-roses et alerta la gendarmerie laquelle décréta que la culture de cannabis pour consommation personnelle n'était pas répréhensible...

Alors, du coup, le village a voté majoritairement FN aux dernières régionales, provoquant l'ire du dernier curé du canton qui se vengea de notre parti en allant recommander à plusieurs de mes parents de ne plus recevoir les Ruty à leur table... (il y a des progrès : il n'a pas osé réclamer à l'évêché le rétablissement de l'interdit dont l'abbaye de St Claude usait sur ses terres pour sanctionner les « mauvais » villages)

A VOS POCHE ! PRÊTS ? PAYEZ !



Il y a au moins en France une institution qui fonctionne bien : c'est l'Aide Médicale d'Etat. Grâce à elle nous avons un petit aperçu du nombre de clandestins qui ont choisi notre pays, véritable miroir aux alouettes pour des millions de malheureux à travers le monde.

En 2003, cette machine à distribuer le fric des contribuables a servi à soigner 170.000 irréguliers pour la modique somme de 700 millions d'euros.

Bien sûr, ce serait manquer à tous nos devoirs que de refuser de soigner des malades sous prétexte qu'ils ont réussi à s'installer chez nous sans notre accord. Mais peut-être pourrait-on, après leur avoir donné les soins qu'ils nécessitent, les envoyer en convalescence dans leurs pays d'origine. Peut-être aussi, pourrait-on supprimer cette institution spécialement créée au profit d'individus hors-la-loi et affecter les personnels de santé ainsi libérés, dans les hôpitaux où la pénurie est telle que l'on est obligé de faire appel à des médecins étrangers qui ne parlent pas toujours notre langue et que nos infirmières en sont réduites à se faire aider par des femmes de ménage.

VIDEO-GAGS

Devinette : quelle distance y a-t-il à Nîmes entre le collège Machin et le lycée Truc, situés l'un en face de l'autre dans la même rue ? Vingt ou trente mètres direz-vous ! Non, des années-lumières d'insondable bêtise idéologique.

Comme chacun sait c'est le Conseil général qui gère les collèges. Celui du Gard refuse d'équiper les siens de caméras de video-surveillance au grand cri de « on ne va pas bunkeriser nos collèges ! ». Donc, au collège Machin, les petits sauvageons pourront opérer sans que leur dignité soit atteinte par une vilaine machine à espionner et à moucharder.

Sur le trottoir d'en face, le lycée Truc, lui, est géré par le Conseil régional qui a trouvé indispensable de le doter de video-surveillance comme moyen de dissuader les sauvageons devenus grands.

Mais les élus qui se drapent dans une vertu droit-de-l'homme dévoyée au sein du Conseil général, sont parfois en même temps Conseillers régionaux et, pour ne pas provoquer le courroux du terrible Georges Frêche, votent la video dans les lycées, le petit doigt sur la couture du pantalon.

Alors, quelle que soit la largeur de la rue, « plaudite cives » à la largeur du grand écart !

IL FAUT SAUVER "NATIONAL HEBDO"

Victime de la **diabolisation** qui frappe notre Mouvement, « **NATIONAL HEBDO** » est privé du bénéfice des insertions publicitaires et ne reçoit aucune de ces subventions que l'Etat verse aux médias pour favoriser l'expression des opinions politiques. Aujourd'hui, une nouvelle fois confronté à une délicate situation financière, **NATIONAL HEBDO** ne parvient pas à retrouver les aides qui lui avaient en d'autres temps permis de rétablir sa trésorerie.

C'est donc un **impérieux devoir militant** que de venir en aide à cet indispensable journal qui est le nôtre et dans lequel nous puisons souvent les arguments de combat du FRONT NATIONAL . Je vous engage vivement à vous abonner (2 ans = 202 euros ; 1an = 107 euros ; 6 mois = 65 euros) et, si vous l'êtes déjà, à faire un don et/ou à abonner vos amis.

**Vos chèques à l'ordre de National-Hebdo, 6 rue Vauguyon, 92210 St Cloud
Bien entendu le FN 30, votre Fédération, a déjà envoyé un
chèque de soutien à NATIONAL HEBDO**